

JEAN-MARIE MAYEUR
Paris

LE GAULLISME ET LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE

Dans le paysage tourmenté des grandes familles spirituelles de la France, quelle place faut-il assigner au gaullisme? La question appelle une première précision: c'est au gaullisme de Charles de Gaulle qu'on portera intérêt, non à celui de ses compagnons, de ses fidèles, des forces ou des groupes qui se réclamèrent de lui, ou de l'opinion, pendant sa vie ou après sa mort. D'autre part, dans cette interrogation sur les principes et les idées qui guidèrent l'action de Charles de Gaulle, on n'insistera pas sur la conception de l'Etat et les idées constitutionnelles. Le thème, essentiel, a suscité d'excellentes études.

On voudrait en revanche à partir notamment de l'apport si éclairant des *Lettres, Notes et Carnets*, et des *Discours de Guerre*, définir les idées-force du général de Gaulle, auxquelles, ni doctrinaire, ni idéologue, homme de circonstance, il a été au long de sa vie, fidèle et situer ces idées face, non aux diverses forces politiques, mais aux diverses „familles spirituelles” de la France, pour reprendre une formule de Barrès que Charles de Gaulle employa à maintes occasions. Deux volets se proposeront de montrer que le général de Gaulle a voulu d'une part assumer l'ensemble de l'histoire nationale, et d'autre part rassembler les grandes traditions de pensée qui traversent l'histoire de la France.

DE GAULLE ASSUME TOUTE L'HISTOIRE DE LA NATION FRANÇAISE

Tout a été dit sur le patriotisme, ou le nationalisme, en donnant à ce dernier terme le sens d'attachement au sentiment national, sans repli exclusif ou chauvinisme, de Charles de Gaulle. Il n'est peut-être pas inutile de marquer, après bien d'autres¹, que le nationalisme de de Gaulle s'inscrit dans la tradition de Jules Michelet, de Maurice Barrès, de Charles Péguy. Rien du nationalisme „exclusif” de l'Action française qui refuse tout un pan et une dimension de l'histoire de France. Il est certes vraisemblable que Charles de Gaulle, comme tant d'autres, a subi, à certains moments, l'influence de la pensée maurrassienne. Encore le dossier, à y regarder de près, est-il modeste: rencontres de jeunesse conférences sous l'égide

¹ Jean Touchard. Jean Lacouture tout particulièrement.

du Cercle Fustel de Coulanges, lecture des oeuvres historiques de Jacques Bainville... Mais ces données pèsent peu en regard de l'essentiel: l'acceptation de l'apport de la Révolution française et l'acceptation de la République. On devrait citer ici les portraits de Carnot, et plus encore de Hoche, pure figure du général au service de la République, dans *La France et son armée*: ces portraits, comme l'observe J. Lacouture, que le père du Général critiquait si fort. On pourrait rappeler la réplique au général de Larminat qui s'en prenait à la devise Liberté – Egalité – Fraternité en exerçant à la revue éditée à Londres *La France libre*: le général de Gaulle rétorque avec humour qu'on ne aurait mettre en cause une devise „inscrite depuis cent cinquante ans sur tous nos monuments publics”². Le 15 novembre 1941, il donne comme devise aux Français libres „Liberté, Egalité, Fraternité, parce que notre volonté est de demeurer fidèles aux principes démocratiques que nos ancêtres ont tirés du génie de notre race”. Ainsi la doctrine révolutionnaire est-elle assumée comme l'aboutissement de la tradition nationale...

Il faudrait avoir oublié l'intensité des divisions des Français sur la Révolution, avoir oublié quel était ce milieu catholique intransigeant et contre-révolutionnaire d'où était issu Charles de Gaulle pour ne pas accorder toute son importance au fait que celui-ci assume l'héritage de la Révolution. Faut-il encore citer le discours prononcé à Londres le 1er avril 1942? A ceux qui s'étonnent de ne pas voir à son côté les élites traditionnelles, de Gaulle répond: „Une France en révolution préfère toujours gagner la guerre avec le général Hoche plutôt que de la perdre avec le maréchal de Soubise. Pour proclamer et imposer la Déclaration de Droits de l'Homme, une France en révolution préfère toujours écouter Danton plutôt que de s'endormir aux ronrons des formules d'autrefois.”

La Révolution a sauvegardé l'indépendance nationale, elle a affirmé les droits de l'homme: „Si dans coeur de chaque homme sur la terre, la date du 14 Juillet remue quelque chose de grand, c'est parce que cette fête nationale française est la fête de la liberté”³. Elle a aussi apporté à la France la République. Alors que l'Ancien Régime, qui avait „réalisé et maintenu l'unité de la France”, „se montrait hors d'état de s'adapter à un monde nouveau” [...] „au milieu de la tourmente nationale et de la guerre étrangère apparut la République”. Ainsi celle-ci, comme dans les manuels républicains et dans l'histoire de Lavissee, est-elle l'héritière le l'Ancien Régime dont elle poursuit la mission. Des rois qui ont fait la France à la République des citoyens se poursuit l'histoire nationale. La République – on cite ici le discours du général de Gaulle le 4 septembre 1958, anniversaire du jour qui balaya ce bonapartisme pour qui'il n'eut jamais que des mots sévères – était porteuse de valeurs propres désormais indissolublement associées à l'histoire nationale: „Elle était la souveraineté du peuple, l'appel de la liberté, L'espérance de la justice”.

La République associe inséparablement ainsi trois ensembles de notions. Elle est la „souveraineté du peuple”, fondée sur le suffrage universel, pierre angulaire du gaullisme, sur la consultation directe des citoyens, bien différente du régime représentatif et de l'électorat-fonction cher au parlementarisme libéral. „Appel de la

² 2 mars 1941, *Lettres, Notes et Carnets*, juin 1940–juillet 1941, p. 272.

³ Discours à Radio-Brazzaville adressé aux Etats-Unis 14 juillet 1941.

liberté", elle est l'affirmation des droits de l'homme, et de leur message de libération à travers l'Europe et le monde. „Espérance de la justice", la République est recherche de la démocratie sociale, aspiration à l'égalité. Ainsi, pour le général de Gaulle, la République est plus et autre chose qu'un système d'institutions. Elle est, comme chez ses fondateurs, porteuse d'aspirations et de valeurs, inséparable de la démocratie le 24 décembre 1941, le Général affirme ses directives au syndicaliste Adrien Tixier, chef de la délégation de la France libre aux Etats-Unis: „nous sommes fermement partisans des principes démocratiques tels que la Révolution française les a fait triompher en France et dans le monde."

Cette fidélité aux principes démocratiques ne signifie pas la pratique de la démocratie qui fut celle du „régime parlementaire"⁴ de la République finissante. Il est inutile d'insister sur la condamnation sans appel que Charles de Gaulle porte, de ses lettres écrites pendant la première guerre à ses discours de la deuxième guerre mondiale et au delà, contre le visage qu'a pu prendre le régime parlementaire⁵, détournement de la souveraineté populaire. Mais il est essentiel à la compréhension du gaullisme de dire que la condamnation d'un régime n'est pas celle de la République et de ses valeurs. Il faut ajouter que, ses *Notes et Carnets* le révèlent, de Gaulle ressent très tôt une affinité pour certaines figures exemplaires de la République: Clemenceau, le plus cité avec Jeanne d'Arc et Danton dans les Discours de guerre jusqu'à novembre 1942, Hoche, mais aussi Gambetta, l'homme du 4 Septembre et de la Défense nationale. Prisonnier en Allemagne en 1916, il lit les Souvenirs de Freycinet, le collaborateur de Gambetta à la Délégation de Tours et de Bordeaux: „Je les ai savourés. Ils sont écrits par un homme dont beaucoup d'idées ne sont pas les miennes, mais par un homme dont l'élévation d'esprit et le sens politique sont incontestables"⁶. Il faut se souvenir de l'hostilité que les conservateurs de l'Assemblée nationale portèrent à Gambetta et à son rôle pour prendre la mesure d'un tel texte. Il annonce le jugement au total favorable, malgré quelques réserves, porté sur Gambetta dans *La France et son armée*: „Il eut des dons de chef et l'audace d'en faire usage en un temps où la France succombait faute d'être conduite".

Dans *La France et son armée* encore, de Gaulle associe aux héros de la Défense nationale les légions de Garibaldi et rend hommage, parmi les „généraux de fortune", aux „heureuses qualités" d'un Charette, le chef des zouaves pontificaux, comme à celles d'un Garibaldi. Hommage rendu, en un souci très volontaire de rassemblement, au catholique légitimiste comme au conducteur de l'expédition des Mille, au révolutionnaire italien qui se mit au service de la République française et fut détesté par la droite conservatrice: encore que limité, cet exemple est hautement significatif.

⁴ Cf. le télégramme adressé à René Cassin du Caire le 8 juillet 1941. Il ne faut pas proclamer simplement que les Français Libres se battent pour la démocratie, car „la masse française confond pour le moment le mot démocratie avec le régime parlementaire tel qu'il fonctionnait chez nous avant cette guerre" (*Lettres, Notes et Carnets*, juin 1940-juillet 1941, p. 384).

⁵ „Un régime, moral, social, politique, économique, a abdiqué dans la défaite, après s'être lui-même paralysé dans la licence" (Déclaration du 23 juin 1942).

⁶ *Lettres, Notes et Carnets 1905-1918*, 1980, p. 397.

De Gaulle assume bien toute l'histoire nationale, les traditions venues de l'Ancien Régime et les apports de la Révolution comme de la République. Dans la célèbre réponse qu'il fit à Maurras lors de l'*Enquête la Monarchie*, Barrès écrivait: „Je ne date pas d'un siècle l'histoire de France, mais je ne puis non plus méconnaître ses périodes les plus récentes. Elles ont disposé nos concitoyens de telle sorte qu'ils réservent pour le principe républicain ces puissances de sentiment que d'autres nations accordent au principe d'hérédité et sans lesquelles un gouvernement ne peut subsister”. Charles de Gaulle porta sans conteste à la République ces „puissances de sentiment”. Pour lui la République était la France et elle était l'Etat. C'est pourquoi tant d'hommes venus du plus profond de la tradition républicaine vinrent à lui sans hésitation.

„J'EN APPELLE [...] À TOUTES LES FAMILLES SPIRITUELLES”

De Gaulle veut rassembler tous les Français autour de la patrie et de la République, mais il sait mieux que personne les divisions des Français. Il récuse les luttes des partis, et l'opposition entre la gauche et la droite, qu'il aspire à surmonter: „Ce n'est pas la France, la gauche, ce n'est pas la France, la droite”, dira-t-il en 1965. Mais il sait aussi que l'histoire de la France est celle de traditions de pensée, expression d'une réalité, plus profondes que les idéologies, les organisations partisans ou les regroupements hétérogènes de droite et de gauche. Ce paysage des grandes traditions de pensée françaises, dont l'existence lui apparaît nécessaire et légitime, de Gaulle l'a esquissé à plusieurs reprises, et notamment lors des années du R. P. F., au Vélodrome d'Hiver le 11 février 1950, ou lors de son allocution à la Radiodiffusion française le 8 juin 1951: „J'en appelle en même temps à toutes les familles spirituelles qui, de siècle en siècle, inspirent à la nation soit l'esprit de la chrétienté, soit la passion de la justice sociale, soit l'amour de la liberté, soit le respect de nos traditions”.

Voilà donc quatre familles spirituelles, définies chacune d'une formule qui appelle commentaire et qu'explicite le discours au Vélodrome d'Hiver. „Le respect de nos traditions”: la définition est éclairée un an plus tôt par l'appel à ceux qui gardent „vivante la tradition nationale”, qui respectent „avec piété les fondations de la Patrie”, qui croient que „le Pays a besoin du trésor des aïeux. Issu d'un milieu légitimiste, fils d'un „monarchiste de regret” qu'il qualifie d'„homme de tradition” dans ses *Mémoires*, de Gaulle appelle à lui les tenants de la tradition. Il les juge mal représentés par une droite qui, dira-t-il un jour, „n'a pas complètement oublié les traditions, mais [...] se défie du peuple” (Déclaration du 6 mai 1953).

„L'amour de la liberté: après la France de l'Ancien Régime, la France de la Révolution, la France des Droits de l'Homme. De Gaulle s'adresse aux hommes de la tradition républicaine dont tant de représentants, au long de l'histoire du gaullisme, vinrent à lui, du colonel Mayer à René Cassin, de Georges Boris à Jean Moulin et à Jules Jeanneney. Peut-être convient-il de noter que de Gaulle parle de liberté, non de libéralisme. Il fait siennes les valeurs libérales, mais il sait aussi que „la liberté dépasse toujours le libéralisme”⁷, et qu'un certain libéralisme „tel qu'on

⁷ Selon la belle formule du dernier historien du libéralisme Louis Girard.

le voyait avant-hier est devenu une chose inconcevable et insupportable⁸. Une fois encore et surtout, il se défie des systèmes idéologiques, libéralisme comme traditionalisme, mais il reconnaît les valeurs que ces systèmes s'efforcent de promouvoir et qui les dépassent: la tradition qui n'est pas le traditionalisme, la liberté qui est bien plus que le libéralisme. Charles de Gaulle fut, tout au long de la guerre et au delà, en un temps qui est celui de la „décadence de la liberté” et de l'„ère des tyrannies”, le héraut de la liberté et de la dignité de l'homme face à tous les totalitarismes, le nazisme, incarnation du mal, qui prétend faire de l'homme un esclave, comme le totalitarisme soviétique. Dans le discours prononcé à l'université d'Oxford le 25 novembre 1941, il oppose la civilisation occidentale „qui tend essentiellement à la liberté et au développement de l'individu” à l'„agrégation croissante des masses et au gigantesque conformisme collectif” qui la menace, et à la „société mécanique.”

Mais pour de Gaulle la liberté n'est rien sans la justice. S'adressant aux familles spirituelles de la France, il appelle à lui celle qui eut „la passion de la justice sociale”. Là encore, il refuse le mot en -isme, qui désigne un système, le socialisme, dont il connaît du reste la complexité. Il est cependant attentif de longue date aux aspirations que porte le socialisme, entendu non comme une idéologie politique, mais comme une aspiration à la justice sociale. Il sait, comme le savait Barrès qui marque son estime pour Jaurès, dans ses Cahiers, que le socialisme fait partie des familles spirituelles de la France.

Il déplore qu'à la fin du XIX^e siècle, „l'aile marchante du mouvement social, dédaignant Fourier, Proudhon, Le Play, Blanqui, s'enrôle sous la bannière de Marx”⁹. Allusion brève, mais importante. Si de Gaulle refuse le socialisme fondé sur la lutte des classes, il marque son intérêt pour les analyses et les aspirations de ce „mouvement social” qui domine l'histoire de la France du XIX^e siècle. Il a connu bien sûr le catholicisme social et est proche de celui-ci, mais il n'ignore pas les aspirations des divers socialismes français: „Ces hommes généreux, pas toujours très pratiques, de bonne volonté et de valeur, qui, vers les années 1835, 40, 48 et après, avaient suscité ce que l'on appelait alors le socialisme français et qui n'a aucun rapport avec la S. F. I. O. d'aujourd'hui”¹⁰. Dans les cercles de pensée des années 1930 qu'il a pu fréquenter, il a rencontré des hommes qui cherchaient une „troisième voie” entre le libéralisme et le collectivisme, qui cherchaient un autre socialisme que celui qui répétait les dogmes de l'orthodoxie marxiste¹¹, un socialisme fondé sur l'association entre le capital et le travail, le développement des relations contractuelles, le plan, le refus de l'étatisme.

Si tant d'hommes venus d'un socialisme révisionniste, Louis Vallon, Henry Hauck, Pierre Brossolette, Pierre-Olivier Lapie, André Viénot, André Philip,

⁸ Devant les Comités professionnels du R.P.F., 31 août 1948, p. 301. *Lettres, Notes et Carnets mai 1945-juin 1951*.

⁹ *La France et son armée*, p. 211. P. Guiol note la présence des thèmes fouriéristes sur l'association dans la pensée du Général sur ce point (*L'impasse sociale du gaullisme. Le RPF et l'action ouvrière*, Fondation nationale des sciences politiques, 1985).

¹⁰ *Lettres, Notes et Carnets*, p. 302, 31 août 1948.

¹¹ Il marque une réelle admiration pour les idées de Marcel Déat dont il lit *Le Front populaire au tournant* (*Lettres, Notes, 1919-1940*). L'évolution du leader des néos vers le pacifisme coupa court à cette rencontre intellectuelle.

Paul Boncour, se rangèrent autour du chef de la France Libre, c'est aussi parce que le „ton” de celui-ci rencontrait leur sensibilité. Lorsqu'il affirmait que „l'affaire sociale est la grande affaire pour demain”¹², lorsqu'il proclamait la nécessité inéluctable, au lendemain de la Libération, d'une „révolution” qui assure à chacun „la liberté et la dignité dans son travail et dans son existence”¹³.

Dans son appel à „toutes les familles spirituelles”, de Gaulle s'adressait enfin à celle qui inspire à la nation l'„esprit de la chrétienté”, à ceux, disait-il encore au Vélodrome d'Hiver, „qu'anime la flamme chrétienne, celle qui répand la lumière de l'amour et de la fraternité sur la vallée des peines humaines, celle où s'allume, de siècle en siècle, l'inspiration spirituelle et morale de la France”. Cette tradition chrétienne est porteuse d'amour et de fraternité, elle est celle d'un christianisme social dont Charles de Gaulle est proche à bien des égards. Il est inutile de rouvrir à ce propos un dossier aujourd'hui bien connu: la tradition familiale, un père qui lui fait lire *La Tour du Pin*, comme le rappelle Jean Lacouture, l'influence de ses maîtres jésuites, acquis à un catholicisme social d'inspiration paternaliste, l'intérêt qu'il porte, comme l'attestent ses *Carnets* de la première guerre, au mouvement catholique du XIX^e siècle et notamment au Père Lacordaire, puis, dans les années 30, la rencontre des cercles démocrates chrétiens, de la collaboration occasionnelle et anonyme à *L'aube* à l'adhésion aux amis de *Temps présent*. On s'attachera à un témoignage d'autant plus précieux qu'il vient d'un homme étranger à cette famille d'esprit, celui de René Cassin. Lors de son entretien avec le Général de Gaulle, le 30 juin 1940 à Londres, il lui dit „son admiration très ancienne pour Marc Sanguier” et son soutien „aux catholiques se proclamant hautement républicains comme Champetier de Ribes et ses amis”¹⁴. Il observe alors la satisfaction visible du Général. Remarquable aussi l'estime portée par de Gaulle à Jacques Maritain dont il souhaite l'adhésion au Comité national français et qu'il nommera ambassadeur au Saint-Siège en 1945.

Par son éducation et sa formation, de Gaulle était proche de la philosophie sociale des catholiques sociaux, de la recherche d'une troisième voie entre libéralisme et collectivisme. Il n'est pas éloigné, en particulier, des démocrates chrétiens, à l'heure où ceux-ci, au nom des droits de la personne, s'opposèrent au totalitarisme. Refus du libéralisme et du collectivisme, refus des valeurs d'une société fondée seulement sur la croissance et le profit, recherche de la justice et du bien commun, collaboration du travail et du capital, il ne serait pas difficile de montrer les parentés entre la pensée sociale de Charles de Gaulle et celle du catholicisme social. Le discours d'Oxford du 25 novembre 1941, lorsqu'il décrit la transformation des conditions de la vie par la machine, l'agréation croissante des masses, le conformisme collectif qui en découle, rend une tonalité qui est celle des grandes Encycliques de Pie XI ou des Messages de guerre de Pie XII.

Rien d'étonnant alors à ce que, malgré la rupture entre le gaullisme et le M. R. P., qui fit sien l'idéal du libéralisme parlementaire, tant d'hommes issus du catholi-

¹² Télégramme à René Pleven à propos de la nomination d'Adrien Tixier comme délégué de la France Libre aux Etats-Unis. (Ibidem, t. IV p. 80).

¹³ Déclaration publiée le 23 juin 1942.

¹⁴ *Les hommes partis de rien*, p. 120.

cisme social et de la démocratie chrétienne, soient venus au gaullisme: témoins, pour ne prendre que ces deux exemples, Edmond Michelet et Francisque Gay.

En juin 1951, de Gaulle s'adresse à „toutes les familles spirituelles”: quatre, pas davantage. Il n'y range pas le communisme „séparatiste et dictatorial”, greffe marxiste-léniniste au service d'un Empire. Il n'évoque pas non plus parmi elles le nationalisme, parce que celui-ci ne s'identifie pas comme tel à une famille d'esprit déterminée, parce qu'entendu en son sens large, non pas d'un nationalisme exacerbé et exclusif mais de patriotisme, il est le bien propre de toutes les familles d'esprit.

Autre absence, celle de cet „industrialisme” auquel Thibaudet accordait une place dans son tableau des *Idées politiques de la France*. Mais cet industrialisme, qu'a assumé le gaullisme, si soucieux des mutations de l'économie et de modernisation, est lui aussi étranger à une famille d'esprit particulière: toutes peuvent y participer.

Des hommes venus de diverses familles spirituelles allèrent vers le général de Gaulle. Ils durent à un moment ou à un autre entrer en conflit avec leur famille d'origine, tant il est vrai, comme l'écrivit un jour René Capitant que le gaullisme a à la fois rassemblé et divisé les grandes familles d'esprit. Ces divisions se sont toujours faites sur une même question, véritable pierre angulaire du gaullisme: l'affirmation de la nécessaire autorité d'un Etat juste et fort, garant du salut de la Nation et de la liberté des Français. L'exigence de la restauration de l'Etat républicain, bref la réforme des institutions et de l'Etat, représentait un préalable sur lequel s'accordèrent des hommes venus de traditions spirituelles et politiques différentes.

Les quatre familles spirituelles dont ils étaient issus avaient en commun un même attachement aux droits de l'homme et à la dignité de la personne. „La grande affaire du monde, c'est la querelle de l'homme”, la simple phrase au bas de la Croix de Lorraine qui domine aujourd'hui le paysage de Colombey porte en elle l'aspiration fondamentale du gaullisme. Elle explique qu'il ait éveillé, chez des hommes si divers, en France et hors de France, tant d'espoirs et suscité tant de fidélités, et qu'il demeure, au coeur même de notre présent, une référence vivante.